

HONGRIE : FICHE PAYS – AVRIL 2026

Catégorie OCDE (2026) : -

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB- / Baa2 / BBB

Change : Forint (HUF) / Régime de change flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050



FORCES

- Appartenance à l'UE et à l'espace Schengen
- Importance du secteur manufacturier
- Renforcement de la demande domestique, notamment en services

FAIBLESSES

- Dépendance aux importations automobiles de la zone euro
- Sous-investissement en capital productif
- Climat des affaires dégradé
- Tensions avec l'UE

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : L'économie hongroise est au ralenti depuis 2023, avec un repli continu de l'investissement. Si une reprise est attendue en 2026, l'inflation constituera un point de vigilance pour apprécier l'évolution de la demande interne. A court et moyen terme, la reprise de l'investissement sera conditionnée par le déblocage des fonds européens. La demande externe atone de l'Allemagne et de la zone euro pèserait sur les perspectives de croissance des exports Hongrois.
- Vulnérabilité des comptes publics : Après un léger redressement, le déficit public se creuserait en 2026 (-5,5 % du PIB selon le FMI), en partie à cause du cycle de dépense pré-élections. La Hongrie restera donc soumise à la procédure de déficit excessif de l'Union Européenne. La maturité moyenne de la dette diminue mais reste relativement élevée. La part de la dette libellée en devises est répartie à la hausse ces dernières années, exposant le pays à un risque de change lors de tensions sur le forint.
- Vulnérabilité extérieure : En 2025, le solde courant était excédentaire (+1,8 % du PIB) en raison principalement d'un allègement de la facture énergétique et de la croissance des exportations de services (+2,8 %). Il devrait en revanche diminuer en 2026 dans un contexte de prix élevé des hydrocarbures. Les perspectives du forint en 2026 se sont améliorées à la suite de l'élection parlementaire. Le resserrement du différentiel de taux d'intérêt avec la Banque centrale européenne constitue toutefois un point de vigilance quant à la stabilité du change.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire est resté résilient en 2025 et bénéficie de ratios de solvabilité robustes.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Sous l'ère Orbán, les tensions ont été croissantes avec l'Union Européenne (accusations de violation de l'Etat de droit et retrait de la Hongrie de la CPI) et ont interrompu l'accès aux fonds européens. La victoire du Tisza aux élections législatives de 2026 pourrait apaiser les tensions, voire faciliter le décaissement de ces fonds. Par ailleurs, la Hongrie renforce ses liens diplomatiques avec la Chine et les Etats-Unis.
- Climat des affaires : Le nouveau gouvernement s'est positionné comme étant *a priori* moins interventionniste que le précédent. Il pourrait notamment remettre en cause le principe de préférence nationale renforcée dans l'accès à des secteurs stratégiques.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Peu vulnérable au changement climatique, la Hongrie s'est engagée à atteindre la neutralité carbone en 2050.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Machinerie élec.	24,7%	Machinerie élec.	20,9%
Véhicules	16,2%	Machinerie méca.	14,4%
Machinerie méca.	14,9%	Minéraux	9,6%
Prod. pharma.	5,4%	Véhicules	9,4%
Plastiques	3,9%	Plastiques	4,7%

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Allemagne	26,1%	1 Allemagne	22,9%
2 Italie	5,5%	2 Chine	6,9%
3 Roumanie	5,3%	3 Autriche	6,3%
4 Slovaquie	5,1%	4 Pologne	5,8%
7 France	4,3%	11 France	3,2%

Source : ITC

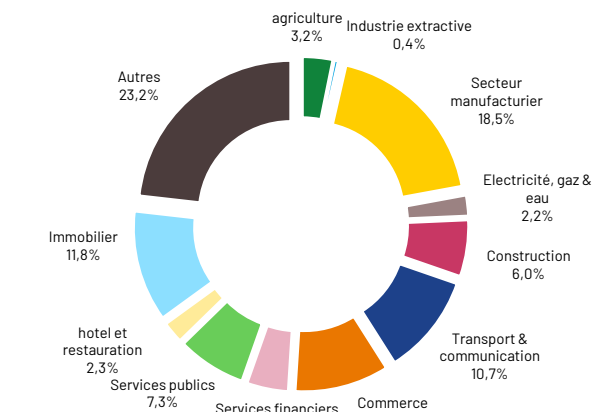


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

HONGRIE		2022	2023	2024	2025 (e)	2026 (p)	2027 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)		178	213	223	247	271	284
	<i>Rang PIB mondiale</i>	58	58	58	58	58	59
Population (Mns)		9,6	9,6	9,6	9,6	9,5	9,5
	<i>Rang Population mondiale</i>	91	91	90	89	90	90
PIB / habitant (USD)		18 500	22 220	23 253	25 825	28 431	29 902
Croissance PIB (%)		4,2	-0,8	0,6	0,4	1,7	2,1
Inflation (moyenne annuelle, %)		14,6	17,1	3,7	4,4	3,8	3,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		82,8	82,8	82,5	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dettes publiques (% PIB)		74,1	73,2	73,5	75,2	77,9	80,3
Solde public (% PIB)		-6,2	-6,8	-4,9	-4,7	-5,5	-5,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		5,3	8,7	9,5	8,9	7,4	8,4
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)		-9,1%	-0,1%	1,5%	1,3%	-0,4%	0,4%
IDE (% du PIB)**		2,6%	0,4%	0,4%	0,0%	-0,9%	0,5%
Réserves (en mois d'importation B&S)**		2,9	3,3	3,8	3,6	NA	NA
Dettes extérieures totales (% PIB)**		97%	85%	83%	82%	77%	72%
Dettes extérieures CT (% PIB)**		18,2%	14,6%	13,0%	7,3%	6,8%	6,6%
Taux de change***		373	353	366	353	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés		19,09	20,1	19,6	21,0****	NA	NA
Taux de NPL		3,79	3,4	2,71	2,6****	NA	NA
ROE		10,8	20,2	18,9	14,6****	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		121	111	109	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a		51	49	52	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		37	36	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c		55	57	60	56	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Avril 2026) ; *Banque Mondiale ; **Oxford Economics ; ***HSCO ; **** Calcul sur 3 trimestres de 2025 ; a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch,

Hongrie : Part des activités dans la valeur ajoutée (2024)



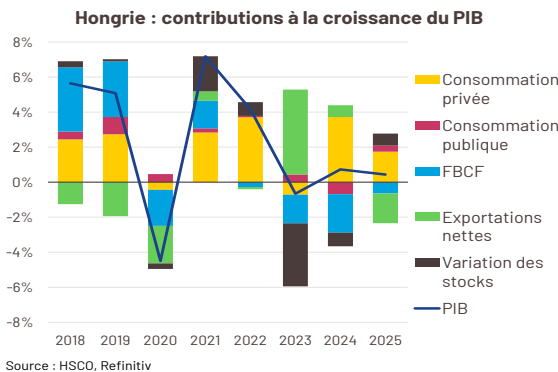


1. SITUATION ECONOMIQUE

• Une économie au ralenti depuis 2024

Après une timide reprise en 2024 (+0,6 % après -0,8 % en 2023), la croissance du PIB est restée faible en 2025 (+0,4 %) dans un contexte de résurgence des pressions inflationnistes (+4,4 % en m.a). Cependant, les ménages ont bénéficié du rebond des salaires réels (+4,4 % en m.a.)¹, permettant à la consommation privée de rester dynamique (+2,9 %).

L'investissement (-2,8 %) quant à lui a été pénalisé par la détérioration du climat des affaires (cf. *infra*) et le report d'investissements publics. Les exportations ont légèrement diminué (-1,1 %) dans un contexte de faiblesse de la demande automobile européenne, tandis que les importations ont progressé (+1,2 %) avec la consommation des ménages, réduisant ainsi l'excédent de la balance commerciale (cf. partie 3). Par secteur, les activités de service (+1,8 %) ont quasi intégralement porté la croissance, grâce aux activités d'hôtellerie et d'hébergement (+9,2 %). En revanche, l'industrie manufacturière² (-2,8 %) et la production agricole (-4,2 %) se sont repliées.



• Léger rebond de l'activité sous fond d'incertitudes en 2026

Les instituts de prévision tablent sur une croissance du PIB comprise entre +1,7 % et +2,4 % en 2026, principalement soutenue par la consommation des ménages, dont la croissance atteindrait +4,1 % selon la Banque centrale (MNB). Toutefois, certains vents contraires pourraient freiner la croissance de l'activité.

¹ Portée par les revalorisations du salaire minimum et minimum garantie (pour les travailleurs qualifiés) de respectivement +9 % et +7 %, et par la hausse de certains salaires du secteur public (éducation).
² Largement dépendant du segment automobile (25-30 % de la production manufacturière), en particulier électrique, et destiné à l'export ; le secteur manufacturier a souffert de la demande ralentie de l'Allemagne et des Etats-Unis dans un contexte de forte compétition avec les producteurs chinois.
³ Cette prévision est associée à une durée courte du conflit en Iran et un prix moyen du baril de 83 USD, elle surpasserait la cible de 3 %.
⁴ Principalement liés au fond de cohésion et au plan de relance post-covid (RRF).
⁵ Security Action for Europe, dispositif pour lequel le dossier Hongrois n'a pas encore été accepté.

Tout d'abord, si l'inflation a reflué fin 2025 – début 2026, elle a rebondi en mars et avril (XX %) avec la hausse des prix des hydrocarbures consécutive au conflit au Proche Orient, sachant que la Hongrie est un importateur net et que sa production d'électricité repose sur une base non négligeable de gaz (cf. Partie 5). Au total, le pays pourrait faire face à une inflation de + 3,8 % en m.a selon le FMI³. Aussi, l'assouplissement monétaire débuté en janvier 2026 (-25 pdb, à 6,25 %) semble désormais compromis, ce qui pourrait peser sur les conditions de financement de l'économie

La hausse de l'investissement public reste conditionnée au déblocage des fonds européens. L'élection du nouveau Premier Ministre en 2026 (cf. Partie 4) a permis de reprendre les discussions avec l'Union Européenne (UE). A ce stade, 19 Md€ de financements européens⁴ et l'accès au prêt pour le réarmement⁵ sont bloqués. Répartis sur la période 2021-2027, cela prive l'économie d'un apport représentant environ 1,2 % du PIB par an (6,5 % de l'investissement). De plus, en janvier 2025, la Hongrie a définitivement perdu 1 Md€ de fonds européens pour violations des principes de l'État de droit.

En 2024, la Hongrie a souffert d'une demande extérieure faible en raison d'une activité atone en zone euro et en Allemagne⁶. Le rebond de la consommation allemande en 2025 (+4,6 %) n'a pas suffi à redynamiser les exports Hongrois. La poursuite de cette tendance⁷ en 2026 pourrait néanmoins constituer un relais de croissance pour les exports. En revanche, le relèvement des droits de douanes (DD) par les Etats-Unis⁸ continuerait d'affecter les secteurs industriels hongrois via le moindre dynamisme des exportations. De manière directe : les Etats-Unis captent près de 3,5 % des exportations, avec certains secteurs plus exposés⁹ ; mais aussi indirecte, via l'impact sur les principaux partenaires commerciaux européens¹⁰.

• Le climat des affaires pourrait s'améliorer

Ces dernières années, l'interventionnisme renforcé de l'Etat¹¹ et les incertitudes, liées au blocage des fonds européens ou aux politiques à l'égard des entreprises

⁶ L'Allemagne, à elle seule, représente environ 26 % des débouchés à l'export de la Hongrie.
⁷ La croissance allemande est attendue à + 0,8 % en 2026.
⁸ L'annulation de l'IEEPA par la Cour Supreme stabilise les DD à 10 % pour la majorité des produits mais les surtaxes de 25 % pour l'automobile et 50 % sur l'acier et l'aluminium pénalisent fortement la Hongrie.
⁹ La part des Etats-Unis dans le total des exportations avoisine 15 % pour les produits pharmaceutiques et près de 7 % pour les automobiles et les machines mécaniques.
¹⁰ Plutôt les machines-outils ou les biens électroniques ou automobiles, très intégrés dans les chaînes de valeur de l'Europe occidentale.
¹¹ Plafonds de prix, taxe sur les profits exceptionnels et une taxe sur le secteur de la vente au détail depuis 2013.



étrangères¹², a pesé sur le climat des affaires. La victoire du parti Tisza aux élections législatives (cf. Partie 4) pourrait en partie restaurer l'attrait de la Hongrie pour les investisseurs étrangers, dans l'expectative de mesures visant à rétablir la prévisibilité juridique, à lutter contre la corruption et le clientélisme ou encore à garantir l'indépendance de la justice. Le Premier Ministre P. Magyar a par ailleurs annoncé vouloir supprimer les surtaxes sectorielles *ad hoc*.

- **Un secteur bancaire résilient**

Le niveau des prêts non performants (NPL) est en baisse depuis 2014 (de 17,9 % à 2,6 % en 2025) et les banques hongroises bénéficient d'un ratio de solvabilité robuste (ratio CAR de 21,6 % au T3 2025) et supérieur au seuil minimum fixé par les accords de Bâle III.

- **Des défis de long terme pour l'économie**

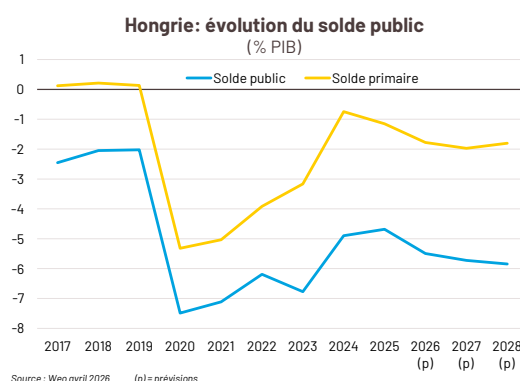
Le FMI prévoit une croissance moyenne de +2,4 % entre 2027 et 2031. La consommation privée resterait le principal moteur de la croissance de l'activité, tandis que les perspectives concernant l'investissement restent conditionnées au déblocage des fonds européens (cf. Partie 4). Par ailleurs, le déclin du taux de population active¹³ et une politique migratoire stricte risquent d'exercer une pression à la hausse sur les salaires pouvant dégrader la compétitivité-prix du pays et menacer son modèle de centre manufacturier majeur en Europe en l'absence de gains de productivité.

2. FINANCES PUBLIQUES

Depuis 2022, la Hongrie fait face à une hausse des rendements obligataires¹⁴ et, partant, des dépenses liées aux charges d'intérêt. Celles-ci sont passées de 5,3 % des recettes à 8,2 % en 2025, soit une part élevée par rapport aux dix dernières années (6,5 %).

Le déficit public s'est malgré tout légèrement réduit en 2025 pour atteindre -4,7 % du PIB (contre -4,9 % en 2024), grâce à la réduction des subventions énergétique et au report de projets d'investissements. La Commission européenne prévoit un déficit de -6,2 % du PIB en 2026 et -5,8 % en 2027. La Hongrie resterait donc en procédure de déficit excessif selon les règles budgétaires de l'UE. Des dépenses plus dynamiques avant les élections de 2026, ainsi que le manque de financements de l'UE empêcheront toute réduction significative du déficit à court terme. Le gouvernement

devra probablement réviser les dépenses liées aux projets d'infrastructures normalement financés en partie par des fonds de l'UE.



La dette publique a atteint 75,2 % du PIB à la fin de 2025. La maturité moyenne de la dette diminue mais reste relativement élevée (5,5 ans fin 2025 contre 5,8 ans fin 2024, selon l'AKK). Après avoir fortement diminué, la part de la dette libellée en devises étrangères est repartie à la hausse¹⁵, exposant le pays à un risque de change lors de tensions sur le forint (cf. Partie 3).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Stagnation du solde courant**

Porté par un excédent de la balance des services (tourisme, transport, services aux entreprises), le solde courant est resté excédentaire en 2025 (+1,3 % du PIB), bien qu'en légère diminution par rapport à 2024 (+1,5 %). Si une demande accrue pour les biens de consommation a stimulé les importations, la croissance des exportations s'est révélée soutenue, notamment pour les services (+2,8 %). À court-moyen terme, le plan de dépenses en infrastructures et défense en Allemagne pourrait soutenir la demande extérieure adressée à la Hongrie. A l'inverse, la hausse des prix des hydrocarbures risque de peser sur la balance commerciale énergétique (-3,5 % du PIB en 2024), surtout dans un contexte où certains approvisionnements en provenance de la Russie ne sont plus nécessairement assurés (cf. partie 4).

- **Vers une stabilisation du forint**

De janvier 2025 à janvier 2026, le forint hongrois (HUF) s'est apprécié de +7,7 % face à l'euro en lien avec un différentiel de taux d'intérêt croissant en faveur de la Hongrie à partir de septembre 2024¹⁶. En cas de retour des pressions inflationnistes en 2026 (cf. Partie 1), le forint pourrait être mise à mal par rapport à l'euro.

¹² En juin 2025, le gouvernement a renforcé l'examen des investissements étrangers et le droit de préemption de l'Etat.

¹³ Entre 2013 et 2023, la population en âge de travailler a chuté de près de 8 %. Le ratio dépendance vieillesse reste inférieur à la moyenne de l'Union Européenne (32,2 contre 33,9 en 2023).

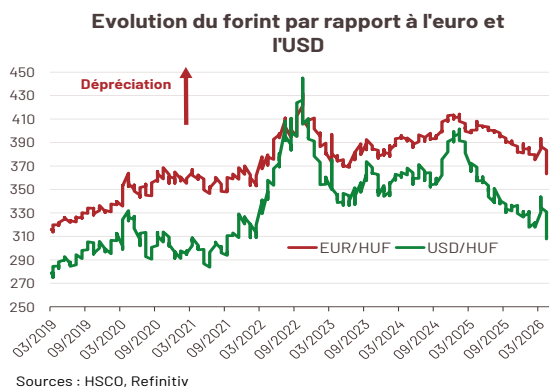
¹⁴ Les rendements obligataires à 10 ans ont atteint des sommets (maximum de 11 %) avant de s'établir récemment autour de 7 % (contre 3,2 % en moyenne entre 2015 et 2019).

¹⁵ 29,4 % en février 2026 contre 50 % en 2011 et 18 % en 2020, selon l'agence de gestion de la dette hongroise AKK.

¹⁶ Le taux d'intérêt de la MNB est à 6,5 % depuis septembre 2024 alors que la BCE a continuellement réduit ses taux, le taux de refinancement passant de 3,65 % en septembre à 2,15 % en juillet 2025.



L'élection de P. Magyar semble avoir été accueillie favorablement par les marchés, au vu de la forte appréciation du HUF qui a suivi (cf. graphique ci-dessous). Par ailleurs, ce dernier envisage d'adopter l'euro à moyen terme¹⁷.



Les réserves de change (hors or) atteignent 3,6 mois d'importations début 2026, un niveau peu élevé par rapport aux autres pays de la zone¹⁸. La trajectoire du différentiel de taux d'intérêt réel avec la BCE reste un point de vigilance puisque son resserrement pourrait alimenter l'instabilité du change ou une sortie de capitaux lié aux opérations de *carry-trade*¹⁹.

4. ASPECTS POLITIQUES

• Elections législatives en 2026

Le parti de centre-droit Tisza, fondé par P. Magyar, a remporté avec 54 % des voix les élections législatives d'avril 2026 mettant fin à plus de 16 ans de majorité continue du Fidesz, le parti national-conservateur dirigé par V. Orban (élu en 2010 puis en 2014, 2018 et 2022). Cette alternance pourrait participer à un rétablissement de l'Etat de droit²⁰ et à la normalisation des relations avec l'UE, tout en assurant une certaine continuité sur les aspects migratoires (politique restrictive), sociaux (conservatisme) ou internationaux (diversification des alliances, réticence à aider l'Ukraine).

• Vers un rapprochement avec l'UE ?

Les relations entre le gouvernement Orban et l'UE se sont dégradées surtout après le blocage par la Commission Européenne (CE) de 21,7 Md€ de Fonds de Cohésion et de 10,4 Md€ des fonds européens du Plan

de relance (PRR)²¹. Les mesures introduites en 2023²² pour motiver le dégel de ces fonds n'ont permis de débloquer que 10,2 Md€. Durant cette période, la Hongrie a mobilisé certains leviers comme l'immigration ou l'aide à l'Ukraine face à Bruxelles. L'arrivée au pouvoir de P. Magyar pourrait permettre un dégel des relations mais le déblocage des aides européennes reste conditionné à la mise en œuvre effective de réformes.

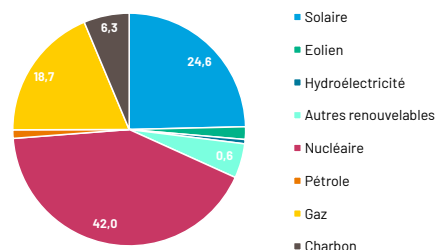
• Diversification des alliances hors UE

La Hongrie développe des liens stratégiques avec des pays hors UE ; la Corée du Sud, Singapour et Hong-Kong représentent par exemple plus de la moitié du flux d'IDE à destination de la Hongrie en 2025. La Chine joue également un rôle d'influence économique clé²³. La relations Hongrie-États-Unis bénéficiait de la proximité idéologique entre V. Orban avec D. Trump, elle devrait désormais se normaliser sans pour autant devenir hostile²⁴. La Hongrie maintient aussi des liens avec la Russie, en particulier dans le domaine énergétique²⁵ (cf. Partie 5).

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Hongrie est classée au 38^{ème} rang sur 181 selon l'indicateur ND Gain, ce qui correspond à un niveau de vulnérabilité faible à moyen.

Hongrie : production d'électricité par sources, en % (2024=38,18 TWh)



Source : Global and European Electricity review (Ember 2025)

En effet, le risque physique reste modéré en Hongrie et se matérialise par des inondations et des épisodes de sécheresse plus fréquents, qui peuvent affecter les rendements agricoles. En revanche, le pays semble disposer de capacités d'adaptation solides. Le secteur énergétique dépend fortement de la Russie pour les

¹⁷ Sans évoquer d'échéance pour l'instant. La présidence de la BCE salue cette volonté de convergence mais souligne les nombreux obstacles à ce stade (inflation, déficit public, EMR II).

¹⁸ 7,8 mois pour la Tchéquie, 6,1 pour la Serbie, 5,2 pour la Pologne et 6,2 pour la Roumanie (fin 2025).

¹⁹ Stratégie d'investissement consistant à emprunter dans une monnaie à faible taux d'intérêt et investir dans une monnaie à taux plus élevé.

²⁰ Lutte contre la corruption et le clientélisme, indépendance de la justice, transparence des marchés publics.

²¹ 6,5 Md€ de subventions et 3,9 Md€ de prêts.

²² Renforcement du pouvoir et de l'indépendance du Conseil national de la magistrature, limitation des recours pour contester les décisions des tribunaux.

²³ Des entreprises chinoises (CATL et BYD) ont lancé des projets dans les secteurs des batteries et des véhicules électriques.

²⁴ P. Magyar a rappelé lors d'un discours d'avril que la Hongrie reste un partenaire stratégique des Etats-Unis via l'OTAN.

²⁵ Les dommages qui ont frappé l'oléoduc Drujba (approvisionnement la Hongrie en pétrole russe via l'Ukraine) début 2026 dans le contexte de la guerre en Ukraine ont été source de dissensions avec l'UE.



combustibles fossiles²⁶ et l'énergie nucléaire²⁷, en raison de faibles efforts de diversification jusqu'à présent. Toutefois, P. Magyar annonce vouloir mettre fin aux importations de pétrole russe d'ici 2035 tout en

reconnaissant le défi que cela représente. La Hongrie vise la neutralité carbone d'ici 2050 et 90 % d'électricité sans émissions d'ici 2030, grâce au solaire et à la géothermie.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
Flore Gaumont	<i>Economiste stagiaire</i>	flore.gaumont@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

²⁶ Le pays a obtenu des concessions de l'UE pour préserver ses importations d'énergie de Russie et s'oppose au 20^{ème} train de sanction de l'Union contre la Russie.

²⁷ La Hongrie a contracté avec l'entreprise Rosatom pour l'extension de son parc nucléaire Paks (40-50 % de la génération d'électricité hongroise)